



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 1200

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à Mme Josiane Corneloup, pour le groupe Les Républicains.

Mme Josiane Corneloup. Monsieur le Premier ministre, au préalable, je souhaiterais vous poser la question suivante : l'absence du ministre de l'intérieur aujourd'hui ne signifie-t-elle pas qu'il est vraiment en train de démissionner ? (*« Oh ! » sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Dix-sept mois après le début du quinquennat, la politique économique du Gouvernement est un échec, et les premières victimes en sont les Français, qui subissent une baisse sans précédent de leur pouvoir d'achat. Un an après un premier budget incendiaire, tous les voyants économiques sont alarmants : la croissance française ralentit beaucoup plus vite que celle de nos voisins, notre déficit commercial, déjà catastrophique, s'aggrave encore, tandis que les dépenses publiques continuent d'augmenter, alourdissant toujours un peu plus notre dette.

M. Fabien Di Filippo. Eh oui ! Tout cela c'est à cause de vous !

Mme Josiane Corneloup. Après le matraquage fiscal des ménages en 2018, le Gouvernement a annoncé vouloir corriger le tir dans le budget pour 2019. Que d'illusions !

La diminution promise des prélèvements obligatoires n'est pas au rendez-vous et, derrière ce tour de passe-passe budgétaire, se cachent en réalité de nouveaux coups de rabot à venir au détriment des retraités, des familles et des classes moyennes.

M. Christophe Blanchet. C'est faux !

Mme Josiane Corneloup. Faut-il rappeler tout ce que vous avez fait payer aux contribuables par manque de courage sur les réformes structurelles ? Je citerai la hausse de plus de 25 % de la CSG, qui a fragilisé les retraités les plus modestes,...

M. Christophe Blanchet. Tout cela est faux !

Mme Josiane Corneloup. ...le gel des pensions de retraites,...

M. Christian Jacob. C'est vrai !

Mme Josiane Corneloup. ...la baisse des APL – aides personnalisées au logement – et des allocations

familiales,...

Un député du groupe LR . C'est vrai !

Mme Josiane Corneloup. ...l'augmentation du gaz, la hausse du carburant, ou encore le prélèvement à la source.

M. Christophe Blanchet. Faux !

Mme Josiane Corneloup. Avec vous, personne n'est épargné : les jeunes actifs, les retraités, les familles, les employeurs : tous sont sommés de réparer votre politique hasardeuse, faite d'errances en matière de réformes structurelles. Le combat de la réduction de la dépense publique n'est pas une bataille comptable de l'opposition, c'est la clé de voûte pour notre souveraineté, pour la compétitivité de nos entreprises et pour le pouvoir d'achat des Français. Alors, monsieur le Premier ministre, quand allez-vous cesser de faire payer aux Français votre manque de courage réformateur ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Pierre-Henri Dumont. Qui avait voté contre le budget l'an dernier avant de le défendre !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics*. Madame la députée, votre question est si approximative que je ne sais pas par où commencer ma réponse. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Di Filippo. C'est dans vos convictions qu'il y a des approximations !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. Vous devriez reformuler vos hypothèses et vos propositions. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Vous nous parlez de la situation macroéconomique. C'est la première fois depuis dix ans – comme l'attestent le budget 2019 et les chiffres dont nous avons aujourd'hui connaissance – que notre pays est engagé dans une phase de croissance, à un rythme annuel supérieur à 1,5 %, sur une période de trois ans consécutifs – de 2017 à 2019. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. Pierre-Henri Dumont. Nous sommes les plus mauvais en Europe !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. C'est la première fois depuis vingt ans, madame la députée, que notre pays va connaître un déficit budgétaire inférieur à 3 % pendant trois années consécutives, de 2017 à 2019 – et cela continuera les années suivantes. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre-Henri Dumont. Ce n'est pas vrai !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. C'est la première fois dans l'histoire, madame la députée, que nous allons connaître une augmentation des dépenses publiques de l'État inférieure à 1 % en volume...

M. Fabien Di Filippo. En plus, il ne sait pas compter !

M. le président. Veuillez écouter l'orateur, mes chers collègues !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. ...pendant trois années consécutives, ce qui démontre que nous maîtrisons les dépenses, contrairement à ce que vous et votre famille politique avez pu faire pendant des années. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. Même vous, vous n'y croyez pas !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. Vous dites, madame la députée, que nous ne prenons pas de mesures pour le pouvoir d'achat, ce qui est pour le moins paradoxal : nous sommes le troisième jour d'octobre...

M. Fabien Di Filippo. Il ne sait même pas compter les jours !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. ...mois au cours duquel va entrer en vigueur non seulement la seconde vague de diminution des cotisations salariales – ce qui va entraîner une augmentation des salaires nets –, mais également le premier dégrèvement de la taxe d'habitation, l'augmentation de 20 euros de la prime d'activité et la hausse de l'allocation adulte handicapé, pour protéger les plus fragiles. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Christian Jacob. Et le carburant, et la CSG ?

M. Fabien Di Filippo. Et la revalorisation des retraites, c'est pour quand ?

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. Madame la députée, vous nous dites cela alors même que vous avez fait campagne pour l'élection présidentielle en demandant une augmentation de la TVA de 2 points, qui aurait coûté 13 milliards d'euros aux ménages (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM*), alors que le budget que nous défendons pour 2019 leur rend 6 milliards d'euros, par la baisse des prélèvements obligatoires. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre-Henri Dumont. Quel culot !

M. Fabien Di Filippo. Ce ne sont plus des couleuvres que vous avalez, ce sont des boas !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*. Au-delà des erreurs factuelles qui la caractérisent, votre question pêche par un certain manque d'objectivité concernant le prélèvement à la source. Ce dernier constitue un changement du mode de collecte de l'impôt, mais ne modifie ni l'assiette, ni les montants. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Ne faites pas croire aux Français que cela va leur coûter plus cher, alors que cela leur simplifiera la vie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. Fabien Di Filippo. C'est laborieux !

Données clés

Auteur : [Mme Josiane Corneloup](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1200

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 octobre 2018](#)